



Strasbourg, le 20 décembre 2018

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration n°356-2018 du 20 décembre 2018

Séance du : 20 décembre 2018
Sous la présidence de : Michel Samuel-Weis – Vice-Président

Ont assisté à la séance : 14 membres
Absents excusés : 14 absents excusés dont 3 pouvoirs
Absent non excusé : /

Présents :

Azzedine BOUFRIOUA, Bernard GOY, Ilana ISEHAYEK, Brice JEANNIN, Ange-Frédéric KOFFI, Sophie KOHLER, Nicolas MATT, Gilles OLTZ, Ana REVERDITO-HAAS, Pauline ROUGIER, Michel SAMUEL-WEIS, Gérard STARCK, Charlotte STAUB, Jean VERNE.

Pouvoirs :

Jean-Luc BREDEL donne pouvoir à Azzedine BOUFRIOUA
Benoît TOCK donne pouvoir à Sophie KOHLER
Catherine TRAUTMANN donne pouvoir à Michel SAMUEL-WEIS

Absents excusés :

Jean-Luc BREDEL, Alain FONTANEL, Cora FRANÇOIS, Camille GANGLOFF, Fabienne KELLER, Pascal MANGIN, Sara MARGUIER, Henri METZGER, Annick NEFF, Ada REICHHART, Éric SCHULTZ, Darek SZUSTER, Benoît TOCK, Catherine TRAUTMANN.

7^{ème} point de l'ordre du jour : Adhésion de la HEAR au réseau des bibliothèques universitaires du site Alsace

Délibéré

Le Conseil d'administration
Après en avoir délibéré :

- Approuve les trois conventions relatives à l'intégration de la HEAR au réseau des bibliothèques du site Alsace
- Autorise le Directeur de la HEAR à les signer

Vote

Votants : 17
Pour : 17
Contre : -
Abstention : -

Adopté

Rendu exécutoire par transmission à la Préfecture le 16 janvier 2019
et affichage à la Haute école des arts du Rhin le 16 janvier 2019 à 17 heures.

Michel Samuel-Weis
Vice-Président





Délibération du Conseil d'administration

n°356-2018 du 20 décembre 2018

Objet : Adhésion de la HEAR au réseau des bibliothèques universitaires du site Alsace

Le Réseau des bibliothèques universitaires du Site Alsace regroupe autour d'objectifs communs des bibliothèques d'enseignement supérieur et/ou de recherche, quelle que soit leur tutelle ministérielle. Il s'inscrit dans le cadre de la coopération documentaire et a pour but de permettre l'accès le plus large possible à la documentation de ces établissements.

Ce réseau rassemble actuellement l'Université de Strasbourg (Unistra), la Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg (BNU), l'Ecole nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg (ENGEES), l'Ecole nationale supérieure d'architecture de Strasbourg (ENSAS), l'Institut national des sciences appliquées de Strasbourg (INSA), l'Université de Haute Alsace (UHA).

Dans le cadre de la convention d'association qui lie la HEAR avec l'Unistra et dans la perspective de la création d'un centre de ressources documentaires mutualisé avec les bibliothèques de l'ENGEES et de l'EOST à la Manufacture, la médiathèque de la HEAR va rejoindre ce réseau de bibliothèques à échéance 2020/2021.

C'est la raison pour laquelle trois conventions sont portées à la délibération du Conseil d'administration :

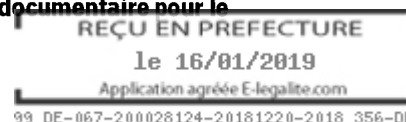
- **Convention constitutive d'un groupement de commandes pour l'extension des logiciels au sein des bibliothèques et la réalisation de développements complémentaires (SebinaNext et SebinaYou)**

Dans un souci de mutualisation des moyens et d'une harmonisation des procédures de passation de leurs marchés, la convention jointe en annexe a pour objet de constituer un groupement de commandes entre les établissements sus mentionnés afin de coordonner et de regrouper leurs achats en matière de logiciels et de développement d'applications complémentaires.

- **Convention de fonctionnement du Système Informatique de Gestion des Bases de données (SIGB) et du portail documentaire pour le Réseau des bibliothèques universitaires du Site Alsace**

Cette convention a pour objet de définir les conditions générales et financières par lesquelles les parties s'engagent sur l'utilisation commune d'un progiciel de bibliothèque (ou SIGB) d'un portail documentaire (OPAC) communs, sur l'organisation de la gouvernance du réseau, l'administration et la maintenance des applications

- **Annexe à la Convention de fonctionnement du SIGB et du portail documentaire pour le Réseau des bibliothèques universitaires du Site Alsace**



Cette annexe a pour objet de préciser les modalités d'utilisation du logiciel et du portail communs par la HEAR et les modalités d'administration par l'Unistra. La mise en œuvre du SIGB-OPAC à la HEAR s'effectuera à l'horizon 2020-2021, en amont du déménagement de la bibliothèque sur le site de l'ancienne Manufacture des Tabacs et de sa mutualisation avec les bibliothèques de l'ENGES et l'EOST déjà utilisatrices du SIGB SebinaNext.

Délibéré

Ces explications apportées, je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration

Après en avoir délibéré

- Approuve les trois conventions relatives à l'intégration de la HEAR au réseau des bibliothèques du site Alsace
- Autorise le Directeur de la HEAR à les signer

REÇU EN PREFECTURE

le 16/01/2019

Application agréée E-legalite.com

99_DE-067-200028124-20181220-2018_356-DE

Annexe à la Convention de fonctionnement du SIGB et du portail documentaire pour le Réseau des bibliothèques universitaires du Site Alsace

Entre :

La Haute école des arts du Rhin,

Etablissement public de coopération culturelle
Sis 1 rue de l'Académie CS 10032, 670082 Strasbourg Cedex
Représenté par son Directeur, David Cascaro
Ci-après dénommée «la HEAR»

D'une part,

Et :

L'UNIVERSITE DE STRASBOURG,

Etablissement Public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
Sise 4, rue Blaise Pascal – CS90032- 67 081 Strasbourg Cedex,
Représentée par son Président, Monsieur Michel Deneken,
Ci-après dénommée « l'UNISTRA »

D'autre part,

Ci-après désignées collectivement par les « **Parties** »,

Vu la convention d'association de la Haute Ecole des Arts du Rhin à l'Université de Strasbourg
du 17 mars 2016,

Les parties conviennent de ce qui suit :

Préambule

Le réseau des bibliothèques universitaires du Site Alsace regroupe autour d'objectifs communs des bibliothèques d'enseignement supérieur et/ou de recherche, quelle que soit leur tutelle ministérielle. Il s'inscrit dans le cadre de la coopération documentaire et a pour but de permettre l'accès le plus large possible à la documentation de ces établissements.

Le réseau s'appuie sur l'utilisation d'un SIGB et d'un OPAC communs, SebinaNext et SebinaYou des sociétés DM Cultura et Decalog, installés tous les deux sur les serveurs de l'Université de Strasbourg.

Des conventions bilatérales sont conclues entre l'Unistra et chaque partenaire pour préciser les relations spécifiques et sont annexées à la convention principale.

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les modalités d'utilisation de la solution SIGB – OPAC DM Cultura/Decalog de l'UNISTRA par la HEAR et les modalités d'administration par l'Unistra.

Article 2: MODALITE D'UTILISATION DE LA SOLUTION SIGB/OPAC

2.1 Intégration technique de la HEAR dans le projet SI documentaire

La mise en œuvre du SIGB-OPAC à la HEAR s'effectuera à l'horizon 2020-2021, lorsque la HEAR verra une partie de ses activités transférées dans l'ancienne manufacture des tabacs de Strasbourg. Dans le cadre du projet visant à créer un pôle sciences, arts et innovation associant les collectivités et l'Université de Strasbourg. La bibliothèque de la HEAR de Strasbourg devrait fusionner avec celle de l'ENGES et celle de l'EOST au sein de ce bâtiment.

La Direction du Numérique (DNUM) de l'UNISTRA fournira à la HEAR l'accès à la solution SIGB-OPAC de l'Université à travers deux instances existantes : une instance dite de production et une instance dite de pré-production (utilisée pour les tests). Elle permettra à tous les membres désignés par la HEAR de se connecter aux deux instances.

L'intégration de la HEAR dans le SIGB/OPAC, impliquera les prestations suivantes de la part de la DNUM :

- aide à la mise en œuvre de la solution : expertise, aide au déploiement des web services et conception de l'architecture, modélisation des processus métiers ;
- la mise à disposition des instances au profit de tout utilisateur désigné par la HEAR ;
- protection de la plate-forme contre les attaques extérieures par des dispositifs de filtrage classiques.

2.2 Maintenance et exploitation de la solution SIGB/OPAC

La maintenance et l'exploitation de la solution SIGB/OPAC est pilotée par l'Unistra avec l'appui de la Direction du système d'information (DSI) de la BNU.

L'UNISTRA et la BNU assurent ensemble la maîtrise d'œuvre (MoE) pour les autres membres du réseau des bibliothèques universitaires du Site Alsace, dont la HEAR.

La DNUM et la DSI se répartissent l'assistance technique de premier niveau (enregistrement des demandes, dépannages courants sur base de procédures) concernant le SIGB/OPAC de la façon suivante :

- assurée par la DNUM en semaine, de 8h à 18h, au 03 68 85 43 21 ou support@unistra.fr pour les questions relatives au SIGB/OPAC
- assurée par la DSI le week-end, le samedi de 10h à 19h et le dimanche de 14h à 19h, au 06 08 63 05 85 pour les questions relatives au SIGB/OPAC (astreinte de la Bnu).

Les tâches d'administration de niveau supérieur du SIGB/OPAC sont réparties entre la DNUM et la DSI.

L'UNISTRA s'engage à :

- Corriger et à réparer toute panne, incident, bogue ou blocage affectant les instances SIGB/OPAC et empêchant tout utilisateur d'accéder ou d'utiliser celles-ci dans les meilleurs délais à compter de la constatation d'une telle panne. Et ceci sur les plages horaires en semaine comprises entre 8h et 18h (heure française)
- Assurer et piloter la maintenance habituelle de la plate-forme chaque jour aux heures de plus faible trafic. Ces opérations de maintenance habituelle ne devant pas excéder plus de deux (2) heures consécutives. Les équipes informeront préalablement les partenaires de la planification des opérations de maintenance.
- Consulter les partenaires et agréer ensemble des arrêts de service plus conséquents
- Maintenir une activité de veille portant sur la plateforme SIGB/OPAC.
- Faire bénéficier les partenaires des évolutions mises en œuvre.

En cas d'évolution importante, nécessitant des travaux importants sur la solution, un avenant à la présente pourra être établi entre les Parties, qui fixera les conditions techniques et financières de mise à disposition de l'évolution.

Les prestations de maintenance et d'exploitation sont comprises dans le prix annuel fixé à l'article 7 de la présente convention.

2.3 Disponibilité et qualité du service

L'UNISTRA s'engage à mobiliser les moyens nécessaires pour assurer au mieux la disponibilité de la plate-forme aux jours ouvrés de 8h à 18h, sous réserve :

- d'un événement ressortissant de la force majeure au sens de l'article 6 ci-après ;
- des opérations de maintenance et d'entretien des instances décrites ci-dessous ;
- des opérations de mise à jour décrites par ailleurs ;
- des horaires d'ouverture des services concernés ;

La plate-forme doit être accessible dans les mêmes conditions durant les périodes de vacances scolaires, y compris les mois de juillet et août.

Les Parties reconnaissent toutefois que les transmissions de données sont liées aux limites et à la fiabilité technique des réseaux ainsi qu'à certaines périodes de saturation au cours de la journée. La responsabilité de l'UNISTRA est donc limitée aux matériels et logiciels installés sur ses serveurs.

L'UNISTRA ne pourra être tenue pour responsable des éventuels dysfonctionnements liés aux éléments techniques qu'elle ne gère pas.

L'UNISTRA ne saurait être tenue responsable de dysfonctionnements impliquant directement les logiciels SIGB/OPAC, dont la maintenance corrective et règlementaire est de l'unique responsabilité de l'éditeur.

2.4 Sauvegardes

La DNUM de l'UNISTRA s'engage à conserver avec soin et à réaliser, au moins une fois par jour, une sauvegarde du contenu hébergé et des données collectées. La durée de rétention standard des données à l'UNISTRA est de quatre semaines. A la demande de la HEAR et en concertation avec l'ensemble des partenaires utilisateurs de SIGB/OPAC, la DNUM s'engage à restaurer des données d'une antériorité d'une semaine au plus.

2.5 Conditions de fourniture des prestations

Les prestations seront fournies par l'UNISTRA qui mettra à disposition le savoir-faire de ses personnels, utilisera les appareils et équipements nécessaires à la bonne exécution de la prestation et consacrera à la réalisation de cette dernière le temps et les soins nécessaires pour obtenir un résultat optimal en tenant compte de l'état actuel de la science et de la technique.

LA HEAR et l'UNISTRA partagent la même instance de SIGB/OPAC, c'est-à-dire une **installation logicielle unique**. De par cette contrainte technique, la HEAR accepte de partager les contraintes d'utilisation inhérentes, comme par exemple, les mises à jour logicielles à date d'effet unique, les plages de maintenance logicielle communes, des paramètres métiers prédéfinis par l'université et non individualisables à chaque établissement (listes de valeurs, catégories, langues, etc.).

2.6 Interventions exceptionnelles

Tous travaux exceptionnels demandés par la HEAR ne rentrant pas dans le cadre des prestations définies par la présente Convention, ou ne relevant pas de la redevance annuelle, feront l'objet d'un devis préalable qui ne sera exécuté qu'après l'accord exprès des Parties.

2.7 Obligations de la HEAR

LA HEAR s'engage à :

- i) nommer un correspondant SIGB/OPAC qui assurera le rôle d'intermédiaire local avec les utilisateurs. Son nom sera communiqué à l'UNISTRA à la signature de la Convention. Ce correspondant aura en particulier les missions d'assistance fonctionnelle de premier niveau pour ses utilisateurs.
- ii) à faire respecter par l'ensemble de la communauté utilisatrice de la plateforme SIGB/OPAC la charte d'utilisation OSIRIS fournie par l'UNISTRA. LA HEAR s'engage à remonter toute constatation d'utilisation illicite de la plate-forme SIGB/OPAC à l'UNISTRA.
- iii) à respecter la réglementation en vigueur en matière de protection des données personnelles, ainsi que la convention responsabilité conjointe qui sera signée entre les membres du réseau.

Article 3 : PROPRIETE INTELLECTUELLE

L'UNISTRA est propriétaire de la plate-forme SIGB/OPAC et octroie un droit d'usage à la HEAR pendant la durée de la convention.

L'UNISTRA s'interdit expressément d'apporter un quelconque ajout, modification ou suppression aux données et contenu liés aux établissements partenaires dans SIGB/OPAC sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit et exprès de ces derniers.

Article 4 : CONFIDENTIALITE

On entend par « Informations Confidentielles » toute information et/ou donnée sous quelque forme qu'elle soit divulguée par une des Parties, par écrit ou oralement, au titre de la présente Convention, et inclut notamment sans que ce soit limitatif tous documents ou imprimés, tous échantillons, modèles, et/ou connaissances brevetables ou non, ainsi que toutes les informations auxquelles une des Parties aura eu accès, notamment lors d'une visite dans les locaux de l'autre Partie.

4.1 Chaque Partie s'engage à garder strictement confidentielles, à ne pas divulguer et/ou communiquer à tous tiers, par quelque moyen que ce soit, les Informations Confidentielles reçues de l'autre Partie et/ou auxquelles elle aura eu accès à l'occasion de l'exécution de la Convention, et à ne les utiliser que dans le cadre de l'exécution de la Convention.

4.2 Chaque Partie prendra toutes les mesures nécessaires pour préserver le caractère confidentiel des Informations Confidentielles. Ces mesures ne pourront pas être moins strictes que celles prises par elle pour la protection de ses propres Informations Confidentielles.

4.3 Chaque Partie s'engage à ne communiquer les Informations Confidentielles qu'aux membres de son personnel ayant le besoin de les connaître et à ne les utiliser que dans le cadre de l'exécution de la présente Convention.

4.4 Chaque Partie s'engage à retourner à la Partie dont ils émanent, à l'expiration ou à la résiliation de la Convention et à la première demande de cette dernière, tout élément et/ou support d'information reçu ou à détruire ledit élément et/ou support, au choix de cette dernière, et à effacer toute trace des Informations Confidentielles sur quelque support que ce soit, le cas échéant, sous réserve des documents à conserver, de manière strictement confidentielle, par chaque Partie en application de ses obligations statutaires et réglementaires.

4.5 Chaque Partie s'engage à ce que ces Informations Confidentielles ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées totalement ou partiellement lorsque de telles copies, reproductions ou duplications n'ont pas été autorisées, au préalable et par écrit, par la partie de qui elles émanent.

4.6 Toutefois, les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux Informations Confidentielles pour lesquelles la Partie réceptrice peut prouver par écrit :

- qu'elles sont entrées dans le domaine public préalablement à leur divulgation ou après celle-ci mais dans ce cas en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;
- qu'elles sont déjà connues de celle-ci, cette connaissance préalable pouvant être démontrée par l'existence de documents appropriés dans ses dossiers ;
- qu'elles ont été reçues d'un tiers autorisé à les divulguer, de manière licite, sans restriction ni violation des présentes dispositions ;
- qu'elles sont le résultat de développements internes menés de manière indépendante et de bonne foi sans y avoir eu accès ;
- qu'elles ont été publiées sans contrevenir aux présentes dispositions ;
- que l'utilisation ou la divulgation a été autorisée par écrit par la Partie dont elles émanent.

Il est expressément convenu entre les Parties que la divulgation d'Informations Confidentielles, au titre de la Convention, ne peut en aucun cas être interprétée comme conférant de manière expresse ou implicite à la Partie qui les reçoit un droit quelconque sur les éléments auxquelles se rapportent ces Informations Confidentielles.

Les dispositions du présent article s'appliquent pendant toute la durée de la Convention et cinq (5) ans après sa résiliation ou son expiration, quelle qu'en soit la raison.

Article 5 : RESPONSABILITES

5.1 L'UNISTRA pourra être tenue pour responsable des dommages directs résultants d'une faute prouvée. Dans ce cas, la réparation du préjudice ne pourra excéder le montant total des redevances effectivement perçues par l'UNISTRA au titre des présentes dans l'année où est constaté le fait générateur desdits dommages.

5.2 L'UNISTRA ne pourra en aucun cas être tenue pour responsable des dommages indirects ou incidents, ni des pertes de profit, prévisibles ou imprévisibles, revendiqués par la HEAR ou ses clients (y compris notamment pour perte de données, de chiffre d'affaires, rendement financier, interruption d'utilisation ou disponibilités des données), résultant d'un manquement à une garantie expresse ou tacite, d'un manquement aux dispositions de la présente Convention.

Article 6 : FORCE MAJEURE

Aucune des Parties ne pourra engager la responsabilité de l'autre Partie si l'exécution de la Convention est retardée ou empêchée en raison d'un cas de force majeure, d'un cas fortuit ou d'une cause extérieure, tels que, notamment : catastrophes naturelles, grèves, conflits sociaux, état de guerre, tremblement de terre, incendie, explosions, interventions des autorités gouvernementales, dégâts des eaux, mauvais fonctionnement ou interruptions du réseau électrique ou de télécommunication.

Article 7 : CONTRIBUTION FINANCIERE

La contribution financière de la HEAR aux dépenses engagées par l'UNISTRA concernant l'exploitation du SIGB/OPAC est déterminée au regard des clés de répartition proposées en

annexe de la convention de fonctionnement du SIGB et du portail documentaire pour le Réseau des bibliothèques universitaires du Site Alsace, et calculées en fonction :

- De ses usagers potentiels
- Du nombre de ses personnels de bibliothèque (entendu par rapport à leurs fonctions effectives, et non par rapport à leur corps d'appartenance).

La contribution financière de chaque établissement pourra évoluer en fonction de la révision éventuelle de la clé de répartition sur décision du COPIL (annexe financière de la convention de fonctionnement).

	Unistra	BNU	UHA	INSA	ENGEEs	ENSAS	HEAR
Moyenne	43,69%	41,01%	11,34%	1,61%	0,30%	1,19%	0,87%

La maintenance du SIGB/OPAC interne à l'Unistra est estimée à 56 jours homme/an soit à **25 200 € HT** selon les tarifs de l'université. Ils correspondent aux activités suivantes :

- préparation et évolution des environnements, suivi de l'intégration de patches et du paramétrage associé : 12j/an
- gestion des incidents et des demandes de services : 25j/an
- maintenances quotidiennes, rédaction de procédures de maintenance et d'exploitation : 15j/an
- Interventions infrastructures et développement : 4j/an

A cette activité, il faut ajouter d'autres frais liés aux infrastructures : **5 615,70 € HT / an**. Ces frais correspondent aux

- serveurs physiques 20 000€/7 = 2857€ /an
- 12 VMs : 1727€ /an
- stockage : 570 Go * 0,14 * 2 = 159,6 / an
- sauvegarde : 570 * 1,53 = 872,1 € / an

Le coût total s'élève donc à **30 815,70 € HT**.

En regard des clés de répartition et des coûts susnommés, la contribution financière demandée à la HEAR sera de :

$30\,815,70 * 0,87\% = 268,10 \text{ € HT}$

Récapitulatif	HEAR
Frais DNUM Unistra HT	268,10
Total TTC (TVA 20%)	321,72

Cette contribution sera facturée à la HEAR au cours du premier semestre de chaque année civile.

Conformément à l'article 1 de la convention de fonctionnement, la HEAR ne contribuera pas aux frais avant la notification de son marché de réinformatisation. Les frais de maintenance dus à l'éditeur ne seront quant à eux connus qu'au moment de la notification du marché.

Article 8: MODALITES DE VERSEMENT

Le règlement de la participation sera effectué sur la base d'une facture annuelle établie par l'UNISTRA.

La participation sera versée au Trésor Public pour le compte de l'Agent Comptable de l'Université de Strasbourg : Compte N° 10071 67000 00001006200 Clé 18
IBAN : FR76 1007 1670 0000 0010 0620 018
à réception de la facture.

Article 9 : DATE D'EFFET et DUREE

La présente convention est conclue pour une durée initiale de 4 ans à compter de l'entrée en vigueur de la convention principale.

Article 10 : RESILIATION

A tout moment, les Parties pourront, d'un commun accord, mettre fin de façon anticipée à la présente Convention.

Toute résiliation prendra effet au bout d'un an à compter de la date de demande de résiliation d'une des deux parties, cette durée peut être revue en cas d'accord entre les deux parties.

Elles décideront des conditions de l'arrêt de la Convention. A noter que si la HEAR décide d'arrêter son utilisation de la solution SIGB/OPAC, elle pourra de plein droit, réclamer à l'UNISTRA, l'extraction de ses données dans les formats permis par le SIGB.

Article 11 : CESSIION DE DROITS

LA HEAR n'est autorisée à transférer à un tiers tout ou partie de ses droits et obligations nés de la présente Convention, sans le consentement préalable écrit de l'UNISTRA, ce consentement ne devant être retenu de façon déraisonnable.

Article 12 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige ou différend entre les Parties relatif à l'interprétation et/ou l'exécution et/ou la réalisation et/ou à la validité de la Convention (ou de l'une quelconque de ses clauses) qui n'aurait pu être réglé amiablement entre les Parties sera soumis au tribunal compétent.

Article 13 : DISPOSITIONS DIVERSES

Toute modification qu'il s'avèrerait nécessaire d'apporter à la présente Convention sera décidée ou arrêtée d'un commun accord entre les Parties et feront l'objet d'un avenant écrit.

Fait à Strasbourg en deux exemplaires originaux le

Cachet de l'Etablissement

Cachet de l'Etablissement

Fait à Strasbourg, le

Fait à Strasbourg, le

Pour L'UNISTRA,

Pour la HEAR,

Michel DENEKEN

David CASCARO

Convention de fonctionnement du SIGB et du portail documentaire pour le Réseau des bibliothèques universitaires du Site Alsace

L'Université de Strasbourg (Unistra),

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

4 Rue Blaise Pascal - CS 90032 - 67081 Strasbourg Cedex

Représentée par son Président, Michel DENEKEN ;

La Bibliothèque nationale et universitaire (BNU) de Strasbourg,

Etablissement public à caractère administratif

5 Rue du Maréchal Joffre

BP 51029 - 67070 Strasbourg CEDEX

Représenté par son Administrateur, Alain COLAS ;

L'Ecole Nationale du Génie de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg (ENGEEES),

Etablissement public administratif

1, Quai Koch - B.P. 61039 - 67070 STRASBOURG

Représenté par son Directeur, Jean-François QUERE ;

L'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Strasbourg (ENSAS),

Etablissement public national à caractère administratif

6-8 Boulevard du Président Wilson - BP10037 - 67068 Strasbourg Cedex

Représenté par son Directeur, Jean-François BRIAND ;

La Haute Ecole des arts du Rhin (HEAR)

Etablissement public de coopération culturelle

1 Rue de l'Académie

CS 10032 - 67082 Strasbourg

Représenté par son Directeur, David CASCARO ;

L'Institut National des Sciences Appliquées (INSA) de Strasbourg,

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

24 Boulevard de la Victoire - 67084 STRASBOURG Cedex

Représenté par son Directeur, Marc RENNER ;

L'Université de Haute Alsace (UHA)

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

2 Rue des Frères Lumière – 68093 Mulhouse

Représentée par sa Présidente, Christine GANGLOFF-ZIEGLER ;

Convienent de ce qui suit.

PREAMBULE

Le Réseau des bibliothèques universitaires du Site Alsace regroupe autour d'objectifs communs des bibliothèques d'enseignement supérieur et/ou de recherche, quelle que soit leur tutelle ministérielle.

Il s'inscrit dans le cadre de la coopération documentaire et a pour but de permettre l'accès le plus large possible à la documentation de ces établissements.

Cette coopération a été entérinée par un Schéma Directeur de la Documentation élaboré dans le cadre du contrat de site alsacien (2013-2017) et dont le but est de :

- proposer un catalogue commun, en cohérence avec le Sudoc, à travers un portail documentaire,
- proposer des services innovants aux lecteurs,
- travailler à une politique documentaire concertée,
- valoriser la production scientifique via une archive ouverte institutionnelle,
- développer des actions en vue de la conservation partagée,
- valoriser les documents anciens des établissements,
- définir, proposer et mettre en œuvre des actions de formation à l'intention des personnels et des usagers des bibliothèques du réseau.

Ce réseau est constitué des établissements suivants :

- La Bibliothèque Nationale et Universitaire de Strasbourg, ci-après BNU ;
- L'Ecole nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg, ci-après ENGEES ;
- L'Ecole nationale supérieure d'architecture de Strasbourg, ci-après ENSAS ;
- L'Institut national des sciences appliquées de Strasbourg, ci-après INSA ;
- La Haute Ecole des Arts du Rhin (ci-après HEAR) ;
- L'Université de Strasbourg (Service des bibliothèques, ci-après Services des BU, et les bibliothèques associées) ;
- L'Université de Haute Alsace (Service commun de la documentation), ci-après UHA.

Le réseau s'appuie sur l'utilisation d'un SIGB et d'une base de données communs, installés tous les deux sur les serveurs de l'Université de Strasbourg.

Le réseau est susceptible d'accueillir toute bibliothèque d'enseignement supérieur et de recherche en Alsace et utilisant complètement ou partiellement le SIGB SebinaNext ou l'OPAC SebinaYou.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales et financières par lesquelles les parties s'engagent sur l'utilisation commune :

- d'un progiciel de bibliothèque (ou SIGB) : Sebina Next ;
- d'un portail documentaire (OPAC) : Sebina You.

Les bibliothèques peuvent utiliser le SIGB et le portail documentaire ou bien uniquement le portail documentaire.

Les prestataires sont les sociétés Decalog et DM Cultura (qui a pris la suite de DMPA suite à un transfert d'activité). Ces prestataires ont été sélectionnés suite à un accord-cadre porté par l'Université de Strasbourg en 2013.

L'Université de Strasbourg, l'ENGEES, l'INSA et l'ENSAS utilisent le SIGB depuis janvier 2015 ; ces quatre établissements ainsi que la BNU disposent également d'un portail SebinaYou depuis cette date. La réinformatisation de la BNU et de l'UHA avec le SIGB sera effective début 2019.

La bibliothèque de la HEAR de Strasbourg se réinformatisera avec Sebina lorsqu'elle rejoindra le bâtiment de la Manufacture (horizon 2020). Jusqu'à la notification de son marché de réinformatisation, la HEAR participe aux instances mises en place par la présente convention avec voix consultative et ne contribue pas aux frais.

Des conventions bilatérales entre chaque partenaire et l'Université de Strasbourg seront signées pour préciser les conditions techniques de la participation au réseau. Ces conventions bilatérales seront des annexes de la présente convention.

Article 2 – Finalité du réseau

Le réseau a pour objectifs :

- d'améliorer la qualité des services offerts par les bibliothèques aux usagers et au personnel ;
- d'identifier les problèmes techniques et bibliothéconomiques et de définir les solutions les plus adaptées, dans le respect des standards nationaux et internationaux ;
- de programmer en coordination toutes les activités nécessaires au fonctionnement du réseau, avec une attention particulière à celles concernant l'amélioration, la conversion, la migration des données et la formation des personnels ;
- d'identifier et de traiter les problématiques relatives à la gestion des services aux publics et des collections qui ont une répercussion en informatique documentaire.

En particulier, les établissements s'engagent à :

- mettre en commun leurs catalogues informatisés ;
- suivre les procédures de catalogage, que ce soit du catalogage en local ou dans le réseau national, du catalogage courant ou rétrospectif ;
- promouvoir la gestion et le traitement conformément aux standards de tous les types de documents ;
- mettre à disposition les ressources techniques et bibliothéconomiques nécessaires à l'accomplissement des missions assignées à la gestion du réseau ;
- communiquer sur les activités et projets du réseau.

Article 3 - Conditions générales de participation

3.1 Coordination du réseau

Afin de garantir le respect des objectifs fixés, plusieurs instances sont mises en place.

Le comité de pilotage

Le comité de pilotage est composé :

- du directeur de chaque établissement membre ou de son représentant ;
- du responsable du service documentaire de chaque établissement ou de son représentant ;
- du directeur du service informatique de chaque établissement ou de son représentant ;
- du coordinateur du réseau.

Il se réunit selon les besoins du réseau et au moins une fois par an à l'initiative du coordinateur du réseau.

Des personnes extérieures au comité de pilotage peuvent également être conviées.

Les attributions du comité de pilotage sont :

- la validation des grandes orientations à prendre par le réseau
- la validation des principaux développements logiciels communs à demander ;
- la validation des éventuels développements spécifiques qui ont impact sur le fonctionnement général du logiciel, ainsi que la répartition des coûts associés ;
- la répartition annuelle de la participation financière et l'utilisation des ressources ;
- la nomination du coordinateur du réseau ;
- l'adoption des décisions relatives à la représentation et à la gestion du réseau ;
- la définition des conditions d'accès et de participation au réseau ;
- l'étude et la décision sur les demandes d'adhésion au réseau.

Les partenaires recherchent le consensus pour prendre des décisions. En cas de désaccord, les décisions sont prises à la majorité des 90 % des tantièmes de répartition financière des établissements membres présents, à condition qu'au moins 50 % des tantièmes soient présents ou représentés et que quatre établissements soient présents ou représentés.

Le vote de chaque établissement est exprimé par son directeur ou son représentant.

Le coordinateur du réseau

Le comité de pilotage désigne un coordinateur du réseau, lequel s'appuie sur une commission de coordination. Jusqu'à la première réunion du comité de pilotage, la responsable du département Système d'information documentaire du Service des bibliothèques de l'Université de Strasbourg assure la coordination du réseau.

Le coordinateur du réseau est l'interlocuteur principal des établissements signataires. Il réunit et anime la commission de coordination.

La commission de coordination

La commission de coordination est composée:

- des gestionnaires, bibliothécaires et informaticiens, en charge du paramétrage du système pour chaque établissement ;
- d'un représentant de chaque établissement membre (cf. paragraphe 4.4) ; il peut être le gestionnaire ou le bibliothécaire en charge du paramétrage du système ;
- des responsables des groupes thématiques constitués selon les besoins.

Des personnes extérieures à la commission de coordination peuvent être conviées.

Ses attributions sont :

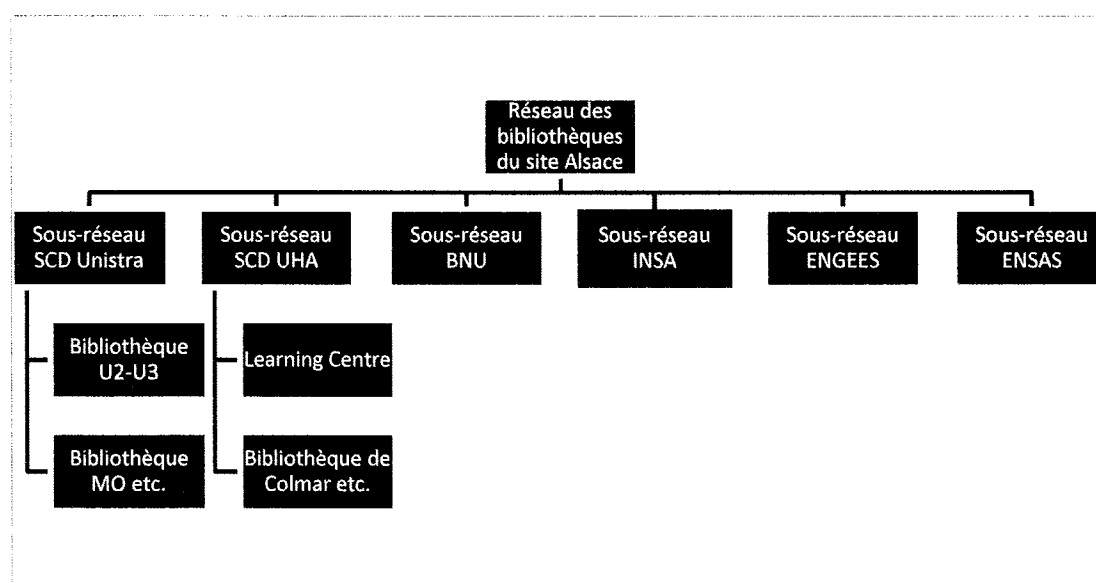
- la circulation de l'information relative au fonctionnement du réseau ;
- le recueil des besoins nouveaux ;
- la préparation de la stratégie à soumettre au comité de pilotage ;
- la création des groupes thématiques nécessaires au bon fonctionnement du réseau ;
- les demandes de rédaction des procédures d'utilisation de SebinaNext et SebinaYOU ;

- le recensement des besoins de formations sur SebinaNext et SebinaYOU ;
- les décisions sur les paramétrages au niveau réseau ;
- le développement de procédures communes ;
- le suivi de la qualité des données.

La commission de coordination se réunit au moins une fois par an et autant de fois que nécessaire. Outre les réunions, elle peut utiliser pour fonctionner les moyens de communication les plus adaptés ou les plus rapides, selon chaque situation.

3.2 Administration et gestion courante

Les bibliothèques partagent le même SIGB et font partie du réseau des bibliothèques universitaires du site Alsace, lui-même composé de plusieurs sous-réseaux, tels que décrits par le schéma ci-dessous :



Le Service des BU de Strasbourg assure, en collaboration avec la DNUM de l'université :

- le suivi des mises à jour (*versioning*), en lien avec les différents partenaires ;
- les paramétrages du réseau des Bibliothèques universitaires du Site Alsace, après concertation avec les partenaires du réseau (paramétrages valables pour tout le réseau, comme ceux de la passerelle Sudoc, des modèles de périodiques, des champs de la fiche lecteur etc.) ;
- les relations avec Decalog et DM Cultura pour les questions relevant du réseau Bibliothèques universitaires du Site Alsace, notamment le suivi de la maintenance ;
- les relations avec Decalog et DM Cultura pour les questions relevant de son propre sous-réseau ainsi que pour les sous-réseaux de l'INSA, l'ENSAS, l'ENGEES et la HEAR, notamment le suivi de la maintenance.

Le Service des BU ne centralise pas les signalements d'incidents pour la BNU et l'UHA. La BNU et le SCD de l'UHA gèrent eux-mêmes chacun son sous-réseau. Elles sont également en contact avec

Decalog et DM Cultura pour leurs besoins propres.

Le Service des BU, la BNU et l'UHA pourront signaler à Decalog et DM Cultura les incidents touchant tout le réseau (exemple : panne de Sebina You, panne générale du SIGB). Une fiche de procédure devra décrire le flux de signalement des incidents.

Les questions relatives à l'administration technique seront décrites pour chaque établissement dans les conventions bilatérales conclues avec l'Université de Strasbourg.

3.3 Conditions d'utilisation des logiciels documentaires communs

Les bibliothèques des établissements membres s'engagent à utiliser les modules conformément aux préconisations de DM Cultura / Decalog et aux règles définies pour le réseau.

Ces règles préalables sont principalement :

Module de catalogage :

- Le catalogage se fait prioritairement dans le catalogue du système universitaire de documentation (Sudoc), géré par l'ABES.
 - Certains établissements du réseau partagent le même ILN (063) : Université de Strasbourg, INSA, ENSAS, ENGEES et la HEAR (celle-ci confirmera après sa réinformatisation). Le coordinateur Sudoc du Service des bibliothèques de l'Université de Strasbourg est l'interlocuteur des bibliothèques vis-à-vis de l'ABES. Ce point est défini par une convention entre l'ABES et l'Université de Strasbourg, listant l'ensemble des bibliothèques de l'ILN 063.
 - La BNU et l'UHA conserveront chacune leur ILN et géreront leurs relations avec l'ABES.
- Pour les documents catalogués dans le système local SebinaNext, les bibliothèques s'engagent à respecter la qualité minimale définie pour le catalogage des notices en fonction du type de document.
- Certains paramétrages sont communs à l'ensemble du réseau (même pour des établissements ayant des ILN différents). Leur évolution se fait dans la concertation.

Inscription et authentification des utilisateurs :

- Les lecteurs d'une bibliothèque utilisatrice de SebinaNext sont en principe considérés comme lecteurs des autres bibliothèques du réseau. Toutefois, les lecteurs extérieurs souhaitant s'inscrire seulement à l'UHA seront habilités uniquement dans le sous-réseau UHA (différence de tarif). En cas d'harmonisation du tarif au niveau du site, cette exception deviendra caduque.

Catégories de lecteurs et règles de prêt :

- Les catégories de lecteurs sont définies au niveau du réseau.
- Chaque bibliothèque est libre de paramétrer ses propres règles de prêt.
- Chaque établissement, en tant que sous-réseau paramètre ses règles de prêt, son calendrier de prêt, ses fiches bibliothèques, les horaires affichés sur SebinaYOU.

Portail documentaire

L'utilisation d'un portail documentaire commun implique certains choix communs (time out de la session, affichage ou non des commentaires des usagers, etc.) ; ils sont discutés par la commission

de coordination et, pour les plus stratégiques, soumis au comité de pilotage.

3.4 Engagements des établissements

Chaque établissement s'engage à :

- fournir les données des dossiers de lecteurs, élaborées dans le respect des recommandations de la CNIL et de la réglementation en vigueur, et à fournir à leurs lecteurs les informations requises sur le traitement des données personnelles ;
- respecter les règles de fonctionnement général définies dans une charte des bonnes pratiques rédigée et mise à jour par les correspondants SIGB/OPAC ;
- participer financièrement à la maintenance pour un montant décidé annuellement par le comité de pilotage, en fonction des règles de répartition définies dans l'annexe financière ;
- mettre des ordinateurs connectés à internet à disposition de son personnel pour l'utilisation de SebinaNext et la consultation de SebinaYOU.

Il désigne en son sein un interlocuteur « correspondant SIGB/OPAC » chargé de :

- se former et former les utilisateurs de sa bibliothèque au logiciel,
- faire les tests et les paramétrages pour la bibliothèque,
- faire remonter les dysfonctionnements constatés et les suggestions d'amélioration aux prestataires DM Cultura / Decalog, exception faite de l'INSA, l'ENSAS, l'ENGES et la HEAR qui se tourneront vers le Service des BU ,
- former son personnel au SIGB,
- participer à la vie du réseau,
- suivre le déroulement des marchés subséquents dont l'objet concerne la bibliothèque, en lien avec le coordinateur du réseau,
- mettre en œuvre le dépannage de proximité au sein de son établissement (personnel informatique et bibliothécaire).

Le correspondant SIGB/OPAC est le représentant de sa bibliothèque à la commission de coordination.

3.5 Groupement de commande et marchés subséquents

Les établissements se regroupent en groupement de commandes pour passer un nouvel accord-cadre avec DM Cultura et Decalog.

Les marchés subséquents qui ne concernent qu'un établissement seront passés par l'établissement concerné. Il en informera le coordinateur du réseau.

Quand un marché concerne plusieurs établissements, l'établissement qui passe le marché est choisi en concertation entre ces établissements. Ce type de marché sera géré en lien avec le coordinateur du réseau.

Tous les marchés subséquents seront transmis au Département Achats Marchés de l'Unistra pour information avant publication.

3.6 Répartition financière

Pour la première phase de réinformatisation, l'Université de Strasbourg a pris à sa charge les dépenses communes du projet liées à la phase d'acquisition et de mise en place, incluant la reprise des données présentes dans le Sudoc et dans les SIGB ainsi que les formations.

La deuxième phase (acquisition du SIGB pour la BNU et l'UHA, et de l'OPAC pour l'UHA) a été financée par des crédits du contrat de site.

Dans le cadre de l'exploitation des progiciels, chaque bibliothèque membre prend en charge :

- le coût des marchés subséquents éventuels qui ne concerneraient qu'elle ainsi que, le cas échéant, le surcoût de maintenance,
- le développement de connecteurs ou de webservices spécifiques à l'établissement qui sont nécessaires au bon fonctionnement des échanges.

Les coûts suivants sont répartis au *prorata* et en fonction des critères définis dans l'annexe financière :

- maintenance (à partir de 2022 pour la BNU et l'UHA, les coûts de maintenance ayant été définis directement dans le marché subséquent N°8 pour ces établissements jusqu'en 2022) ;
- achat ou renouvellement du matériel (serveurs, baies de stockage) ;
- participation aux coûts d'amortissement et aux frais de gestion supportés par l'université de Strasbourg (participation définie dans les conventions bilatérales) ;
- marchés subséquents dans la mesure où les développements demandés concernent plus de deux bibliothèques membres ; si plusieurs établissements demandent des développements ou des intégrations propres dans un marché subséquent commun, chaque établissement assume les coûts inhérents à ses propres demandes ainsi que, le cas échéant, le surcoût de maintenance.

Article 4 – Propriété intellectuelle

Chacune des Parties s'engage à respecter le droit de la propriété des notices de catalogage :

- Les données catalographiques du Sudoc sont sous licence ouverte Etalab. Leur réutilisation est libre et gratuite sous réserve du respect de cette licence ouverte, qui implique notamment la mention de la source ("Agence bibliographique de l'Enseignement supérieur").
- Les données créées localement dans SebinaNext sont réputées être aussi sous licence Etalab.
- Dans le respect de la propriété des notices de catalogage, le réseau peut :
 - participer à l'enrichissement de catalogues externes par l'exposition de métadonnées ou l'export de notices ;
 - enrichir le catalogue commun par le moissonnage de réservoirs externes ou l'import de données.

Article 5 – Modification de la convention de fonctionnement

La convention peut être modifiée par le comité de pilotage à l'unanimité des établissements membres. La convention modifiée entrera en vigueur après validation par les instances de chaque établissement.

Article 6 – Durée de la convention

La convention est valable à partir de la signature du groupement de commandes par le dernier membre. Elle est constituée pour la durée du groupement de commandes.

Article 7 – Litiges

Tout litige donnera lieu à une tentative de règlement à l'amiable entre les partenaires. A défaut d'accord amiable, la partie la plus diligente saisira le tribunal administratif de Strasbourg.

Le non-respect des obligations prévues par la présente convention peut conduire à la résiliation de l'adhésion de la bibliothèque de l'établissement concerné ; la décision de la mise en œuvre de cette sanction est prise par le Comité de pilotage à l'unanimité des établissements moins le ou les établissement(s) concerné(s).

Annexe financière

Clé de répartition entre établissements

Elle est calculée en fonction :

- Des usagers actifs ;
- Du nombre des personnels de bibliothèque (entendu par rapport à leurs fonctions effectives, et non par rapport à leur corps d'appartenance).

	Unistra	BNU	UHA	INSA	ENGEE S	ENSAS	HEAR
Lecteurs actifs 2017	21558	26593	5769	1264	141	753	591
Part base lecteurs actifs	38,04%	46,93%	10,18%	2,23%	0,25%	1,33%	1,04%
Personnels de bibliothèques	140,6	100	35,6	2,8	1	3	2
Part base personnels bib (ETP, hors vacataires)	49,33%	35,09%	12,49%	0,98%	0,35%	1,05%	0,70%
Moyenne pour les deux bases	43,69%	41,01%	11,34%	1,61%	0,30%	1,19%	0,87%

Chaque année, les chiffres des lecteurs et des personnels seront réactualisés. La révision éventuelle de la part des établissements pourra être faite sur décision du COPIL.

Avant la notification du marché de la HEAR, la répartition est la suivante :

	Unistra	BNU	UHA	INSA	ENGEE S	ENSAS
Lecteurs actifs 2017	21558	26593	5769	1264	141	753
Part base lecteurs actifs	38,44%	47,42%	10,29%	2,25%	0,25%	1,34%
Personnels de bibliothèques	140,6	100	35,6	2,8	1	3
Part base personnels bib	49,68%	35,34%	12,58%	0,99%	0,35%	1,06%
Moyenne pour les deux bases	44,06%	41,38%	11,43%	1,62%	0,30%	1,20%

Répartition des frais de maintenance

Pour l'INSA, l'ENGEEES et l'ENSAS (et ultérieurement la HEAR), la maintenance est facturée à l'Unistra par les prestataires.

La répartition entre les établissements s'effectue selon les mêmes critères que la clé de répartition (hors BNU et UHA, qui paient directement leurs frais de maintenance jusqu'en 2022).

	Unistra	INSA	ENGEEES	ENSAS
Lecteurs actifs 2017	21558	1264	141	753
Part base lecteurs actifs	90,90%	5,33%	0,59%	3,18%
Personnels de bibliothèques	140,6	2,8	1	3
Part base personnels bib	95,39%	1,90%	0,68%	2,04%
Moyenne pour les deux bases	93,14%	3,61%	0,64%	2,61%

La maintenance annuelle payée au prestataire par l'Unistra pour les quatre établissements INSA, ENGEEES, ENSAS et Unistra s'élève à 42 000 € HT sur la base du contrat de maintenance.

L'application de la clé conduit à la répartition suivante :

Unistra	INSA	ENGEEES	ENSAS	Total
39 120,35 €	1 518,16 €	267,32 €	1 094,17 €	42 000,00 €

Pour la BNU et l'UHA, les frais de maintenance ont été déterminés dans le marché subséquent n°8 et seront payés directement aux prestataires par ces établissements.

UNIVERSITE

DE STRASBOURG



ENGEEES

INSA INSTITUT NATIONAL
DES SCIENCES
APPLIQUEES
STRASBOURG



Strasbourg,
école d'architecture



bnu
strasbourg

 UNIVERSITÉ
HAUTE-ALSACE

CONVENTION CONSTITUTIVE
D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES

EXTENSION DES LOGICIELS AU SEIN DES BIBLIOTHEQUES ET REALISATION DE
DEVELOPPEMENTS COMPLEMENTAIRES SEBINANEXT ET SEBINAYOU

UNIVERSITE

DE STRASBOURG

REÇU EN PREFECTURE

le 16/01/2019

Application agréée E-legalite.com

99_DE-067-200028124-20181220-2018_356-DE

SOMMAIRE

- Article 1 : Objet de la convention
- Article 2 : Modalités de constitution du groupement accord-cadre
- Article 3 : Modalités d'exécution de l'accord-cadre et constitution des groupements marchés subséquents
- Article 4 : Modalités d'adhésion et de retrait du groupement
- Article 5 : Durée du groupement
- Article 6 : Désignation et rôle du coordonnateur du groupement
- Article 7 : Modalités de passation des marchés
- Article 8 : Répartition financière
- Article 9 : Composition et fonctionnement de la commission d'attribution
- Article 10 : Modification de la convention
- Article 11 : Modalités de prise en charge des frais de fonctionnement du groupement
- Article 12 : Responsabilités et contentieux

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Dans un souci de mutualisation des moyens et d'une harmonisation des procédures de passation de leurs marchés, notamment pour les établissements du contrat de site, les signataires de la présente convention font le choix de se grouper afin de coordonner et de regrouper leurs achats.

La présente convention de groupement de commandes concerne l'extension des logiciels au sein des bibliothèques et la réalisation de développements complémentaires sur Sebina NEXT et Sebina YOU.

Elle est rédigée sur la base de la « **convention de fonctionnement du SIGB et du portail documentaire pour le réseau des bibliothèques universitaires du site Alsace.** »

La convention de groupement a pour objet :

- de constituer un groupement de commandes entre les établissements désignés ci-après ;
- de confier la passation de l'accord-cadre conclu en application de la présente convention au coordonnateur du groupement (Université de Strasbourg) ;
- de définir l'organisation et le fonctionnement du groupement ainsi constitué.

Les établissements membres de ce groupement sont les suivants :

L'Université de Strasbourg (Unistra),

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

4 Rue Blaise Pascal - CS 90032 - 67081 Strasbourg Cedex

Représentée par son Président, Michel DENEKEN

Ci-dessous désigné comme « membre » et « coordonnateur du groupement de commande accord-cadre » ;

La Bibliothèque nationale et universitaire (BNU) de Strasbourg,

Etablissement public à caractère administratif

5 Rue du Maréchal Joffre

BP 51029 - 67070 Strasbourg CEDEX

Représenté par son Administrateur, Alain COLAS

Ci-dessous désigné comme « membre » ;

L'Ecole Nationale du Génie de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg (ENGEES),

Etablissement public administratif

1, Quai Koch - B.P. 61039 - 67070 STRASBOURG

Représenté par son Directeur, Jean-François QUERE

Ci-dessous désigné comme « membre » ;

L'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Strasbourg (ENSAS),

Etablissement public national à caractère administratif

6-8 Boulevard du Président Wilson - BP10037 - 67068 Strasbourg Cedex

Représenté par son Directeur, Jean-François BRIAND

Ci-dessous désigné comme « membre » ;

La Haute Ecole des arts du Rhin (HEAR)

Etablissement public de coopération culturelle

1 Rue de l'Académie

CS 10032 - 67082 Strasbourg

Représenté par son Directeur, David CASCARO

Ci-dessous désigné comme « membre » ;

L'Institut National des Sciences Appliquées (INSA) de Strasbourg,

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

24 Boulevard de la Victoire - 67084 STRASBOURG Cedex

Représenté par son Directeur, Marc RENNER

Ci-dessous désigné comme « membre » ;

L'Université de Haute Alsace (UHA)

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

2 Rue des Frères Lumière - 68093 Mulhouse

Représentée par sa Présidente, Christine GANGLOFF-ZIEGLER

Ci-dessous désigné comme « membre ».

Article 2 : MODALITES DE CONSTITUTION DU GROUPEMENT ACCORD-CADRE

Il est constitué un groupement de commandes conformément aux dispositions de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.
Les établissements précités sont membres du groupement.

Chaque établissement est représenté par son représentant légal.

En application du II de l'article 28 de l'ordonnance précitée, la présente convention confie au membre coordonnateur du groupement la charge de mener la procédure de passation de l'accord-cadre au nom et pour le compte de tous les membres du groupement.

Chaque membre du groupement s'engage à signer l'accord-cadre avec le cocontractant retenu.

Article 3 : MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE ET CONSTITUTION DES GROUPEMENTS MARCHES SUBSEQUENTS

Conformément aux dispositions de la « convention de fonctionnement du SIGB et du portail documentaire pour le réseau des bibliothèques universitaires du site Alsace » :

Dans le cas où un marché subséquent ne concerne qu'un établissement membre, il se charge de mener la procédure de passation du marché subséquent et de l'exécuter et en informe préalablement le coordinateur du réseau. A titre de rappel, le coordonnateur de réseau est désigné par le comité de pilotage et est l'interlocuteur principal des membres du groupement. Il réunit et anime la commission de coordination.

Dans le cas où un marché subséquent concerne plusieurs établissements membres, sera constitué un groupement de commandes dédié au marché subséquent dans lequel les établissements concernés par le besoin seront désignés comme membres. Une convention sera établie entre ces établissements, sur la base de la présente convention, afin de déterminer le coordonnateur et les règles de fonctionnement du groupement marché subséquent. Ce coordonnateur sera chargé a minima de mener la procédure de passation

du marché subséquent au nom et pour le compte des établissements concernés par le besoin.

Chaque établissement sera représenté par son représentant légal.

Ces marchés seront gérés en lien avec le coordinateur du réseau.

Dans tous les cas, les marchés subséquents seront transmis au Département des Achats et des Marchés de l'Université de Strasbourg à l'adresse dam@unistra.fr, **pour information** avant lancement.

Article 4 : MODALITES D'ADHESION ET DE RETRAIT DU GROUPEMENT

4.1 Adhésion au groupement

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la convention par délibération de son assemblée délibérante ou par toute décision de l'instance autorisée.

Aucune adhésion d'un membre non prévu initialement dans la convention n'est autorisée et ce pendant toute la durée de la convention.

4.2 Retrait du groupement

Le retrait d'un membre du groupement n'est pas permis pendant toute la durée du groupement.

Article 5 : DUREE DU GROUPEMENT

Groupeement accord-cadre

Le présent groupement est constitué à compter de la date de signature de la présente convention par l'ensemble des adhérents.

Il est constitué pour la durée de l'accord-cadre passé en application de cette convention.

Le présent groupement a donc un caractère ponctuel.

En cas d'abandon de la procédure initiale, la convention demeure valable pour la durée de l'éventuel accord-cadre relancé.

Groupement marché subséquent

La durée du groupement marché subséquent sera déterminée dans la convention constitutive dudit groupement.

Article 6 : DESIGNATION ET ROLE DU COORDONNATEUR

Groupement accord-cadre

L'Université de Strasbourg est désignée coordonnateur du groupement.

Conformément à l'article 28 II de l'ordonnance précitée, le coordonnateur est chargé de procéder, dans le respect des règles de la commande publique, notamment du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection du cocontractant.

A ce titre, il est notamment chargé de procéder :

- à l'organisation des opérations de passation de l'accord-cadre en application des dispositions de l'ordonnance et de ses décrets d'application ;
- à l'examen de l'offre et à l'attribution de l'accord-cadre après avis de la commission d'attribution créée à cet effet ;
- à la transmission des pièces contractuelles et du rapport de présentation de la procédure aux membres du groupement en charge de l'exécution de leur propre accord-cadre.

Les membres du groupement donnent mandat au membre coordonnateur pour les représenter vis-à-vis du cocontractant et des tiers à l'occasion de tout litige né de la passation de la procédure accord-cadre.

Groupement marché subséquent

La désignation et le rôle du coordonnateur du groupement marché subséquent seront déterminés dans la convention constitutive du groupement.

Article 7 : MODALITES DE PASSATION DES MARCHES

7.1. Analyse des besoins collectifs

Chaque membre s'engage à formaliser l'expression de ses besoins et à les transmettre au coordonnateur qui se charge, avant le lancement de la procédure, d'exprimer précisément les besoins collectifs en tenant compte des contraintes, attentes et suggestions de chacun des membres.

Sur la base des besoins estimés, le coordonnateur définit la procédure de passation à mettre en œuvre conformément aux dispositions des textes en vigueur.

7.2. Engagement des adhérents

Aucun des membres du groupement ne peut ni remettre en cause le choix opéré dans le cadre du groupement en concluant le marché avec un autre prestataire, ni modifier l'objet du marché.

Article 8 : REPARTITION FINANCIERE

Les modalités de répartition financière des prestations et notamment les clés de répartition financière entre les membres du groupement sont prévues à l'article 3.6 de la « convention de fonctionnement du SIGB et du portail documentaire pour le réseau des bibliothèques universitaires du site Alsace » et dans son annexe financière.

Article 9 : COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION D'ATTRIBUTION

Groupement accord-cadre

Une commission d'attribution est créée.

Elle donne son avis au représentant légal du coordonnateur sur le choix du titulaire.

La commission est composée comme suit :

- **avec voix délibérative** : un représentant de chaque membre du groupement, à raison d'une voix par représentant présent ;
- **avec voix consultative** :
 - un représentant de chaque membre du groupement,
 - des experts compétents dans la matière qui fait l'objet de la consultation ou en matière de commande publique, désignés par le président de la Commission d'attribution de l'Université de Strasbourg, à son initiative ou sur proposition des représentants légaux des autres membres.

Elle est présidée par le président de la commission d'attribution de l'Université de Strasbourg, coordonnateur, ou son représentant, lequel détient la voix délibérative pour l'Unistra.

Groupeement marché subséquent

La composition et le fonctionnement de la commission d'attribution du marché subséquent seront déterminés dans la convention constitutive du groupement.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention doit obtenir l'accord de tous les adhérents effectifs du groupement et sera établie par avenant.

ARTICLE 11 : MODALITES DE PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU GROUPEMENT

L'intégralité des frais de procédure et de fonctionnement du groupement, hormis les frais de déplacement des autres membres, est prise en charge par le coordonnateur. En effet, chacun des membres prend en charge, pour ses propres agents, les frais occasionnés par les déplacements liés à la préparation, à la passation et à l'exécution des contrats.

La mission du coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération.

ARTICLE 12 : RESPONSABILITES ET CONTENTIEUX

12.1. Responsabilités

Conformément à l'article 28 III de l'ordonnance précitée, lorsque la passation et l'exécution d'un marché public ne sont pas menées dans leur intégralité au nom et pour le compte des acheteurs concernés, ceux-ci ne sont solidairement responsables que des opérations de passation ou d'exécution du marché public qui sont menées conjointement.

Chaque acheteur est seul responsable de l'exécution des obligations qui lui incombent en vertu de la convention constitutive pour les opérations dont il se charge en son nom propre et pour son propre compte.

12.2. Contentieux

La convention est régie par le droit français.

En cas de difficultés lors de l'exécution de la convention et d'éventuels litiges, les parties s'efforcent de résoudre leur différend à l'amiable.

Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution de la convention, ne trouvant pas de solution amiable, ressort du Tribunal administratif de Strasbourg.

Le coordonnateur reçoit mandat des membres du groupement pour agir en justice à l'égard des tiers et du contractant du marché à l'occasion de tout litige né de la passation de la procédure et de l'exécution du marché.